

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5087 VENDREDI 5 SEPTEMBRE 2025

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS veut aider le Congo à combattre le choléra

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a échangé hier à Brazzaville avec le représentant résident de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, Vincent Sodjinou, qui lui a assuré l'appui de son institution en vue du contrôle de l'épidémie du choléra déclarée, depuis quelques jours, dans le district de l'île Mbamou.

Page 2



Charles Richard Mondjo s'entretenant avec le représentant de l'OMS au CongoAdiac

HISTOIRE

145 ans du traité Brazza-Makoko



La directrice générale Belinda Ayessa s'entretenant avec Reine Mouayini Opou/DR

Dans le cadre du 145e anniversaire de la signature du Traité entre Pierre-Savorgnan-de-Brazza et le roi Makoko, un colloque international sera organisé du 9

au 11 septembre dans la capitale congolaise sur le thème « Sur la route de l'histoire ». Le sujet a été évoqué hier par la coordinatrice du comité d'organisation

de ce colloque, Reine Mouayini Opou, et la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Belinda Ayessa.

Page 16

HÔPITAL DE L'AMITIÉ SINO-CONGOLAISE

Réhabilitation de la principale voie d'accès



Les travaux de réaménagement de la voie d'accès à l'hôpital de l'Amitié sino-congolaise à Mfilou, dans le septième arrondissement de Brazzaville, ont été lancés hier par le maire de Brazzaville, Dieudonné Bant-simba, en compagnie du chargé d'affaires près l'ambassade de Chine au Congo, Qiu Jianming.

Page 5

FOOTBALL

Duel Congo-Tanzanie ce vendredi

Les Diabes rouges affrontent leurs homologues tanzaniens aujourd'hui au stade Alphonse-Massamba-Débat en match comptant pour les éliminatoires

de la Coupe du monde 2026. Les Congolais sont en quête de points après avoir perdu contre la Zambie, le Maroc et écopé d'un forfait face au Niger.

ÉDITORIAL

Dangers

Page 5

ÉDITORIAL

Dangers

À l'ère du digital, les enfants sont de plus en plus connectés à internet. Si l'on peut y voir une certaine utilité pour l'apprentissage ou le divertissement, le Web n'est pas sans danger. Les menaces sont nombreuses, notamment la cyberaddiction, facteur avéré de désocialisation qui peut impacter leurs résultats scolaires, mais aussi créer des dysfonctionnements de la cellule familiale et amicale. En famille, il est essentiel que les parents prennent conscience de cette réalité en veillant sur les contenus auxquels les enfants ont accès.

Les réseaux sociaux peuvent également nuire dramatiquement à la santé mentale et à l'estime de soi, en particulier chez les adolescents. Pour garantir un meilleur usage de la technologie par nos enfants, les acteurs gouvernementaux, la société civile et les écoles doivent renforcer leurs réflexions sur ces sujets et programmer des campagnes soutenues pour doter les élèves et les parents d'outils permettant un usage raisonnable d'internet.

Autre problème majeur, des individus en ligne ciblent les enfants avec des contenus inappropriés, la finalité étant pour les prédateurs de nouer des relations avec des mineurs à des fins d'exploitation. La technologie est certes devenue indispensable, mais le digital expose aujourd'hui la société tout entière à de graves périls.

Face aux dérives du numérique, mettre en place des techniques de filtrage limitant ou bloquant l'accès aux contenus déviants devient un impératif par l'ensemble des acteurs du secteur éducatif. La réussite d'un tel projet contribuera à parfaire l'éducation, la formation et à prémunir les enfants contre les dangers découlant d'un usage abusif des réseaux sociaux.

Les Dépêches de Brazzaville

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS veut aider le Congo à combattre le choléra

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a échangé, le 4 septembre, à Brazzaville avec le nouveau représentant résident de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, Vincent Sodjinou, qui lui a assuré l'appui de son institution en vue du contrôle de l'épidémie du choléra déclarée, depuis quelques jours, dans le district de l'île Mbamou.

« Effectivement, je viens de rencontrer le ministre de la Défense, c'est dans le cadre de ma présentation officielle, parce que je viens d'être désigné comme représentant résident de l'OMS au Congo et je suis également venu me présenter au ministre et recevoir les conseils de sa part pour la réussite de ma mission. Il faut dire que nous avons profité de cette première rencontre pour discuter de la situation actuelle qui prévaut dans le pays ; le pays fait face à une épidémie du choléra et dans le cadre de cette épidémie, il est nécessaire que toutes les forces soient mises à profit et à contribution pour un contrôle rapide de l'épidémie », a indiqué le Dr Vincent Sodjinou, soulignant que dans ce cadre l'OMS dispose d'un Mémoire d'entente avec le ministère de la Défense depuis 2018. A ce titre, a-t-il assuré, l'OMS entend accompagner logistiquement et techniquement le Congo dans le contrôle de l'épidémie du choléra.

Outre cette rencontre, Charles Richard Mondjo a échangé également avec le diplomate sénégalais au Congo, Ousmane Diop. Les entretiens ont porté sur la coopération militaire et tech-



Charles Richard Mondjo s'entretenant avec le représentant de l'OMS au CongoAdiac

nique entre les deux pays. Au cours de son séjour récemment à Dakar, dans le cadre de la visite du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, le ministre de la Défense a eu à s'entretenir avec son homologue, le général Diop. A cette occasion, des points de coopération ont été évoqués entre les deux autorités. « J'étais venu justement dans le cadre du suivi échanger avec le ministre sur les aspects intéressants de la coopération entre le Sénégal et la République du Congo, notamment en termes de formation ; la formation des officiers, sous-officiers, également des militaires congolais et sénégalais, au Sénégal comme au Congo. Nous avons également

échangé sur les perspectives de coopération, principalement dans le domaine de la gestion des ressources humaines militaires », a-t-il significé. Au plan social, a-t-il poursuivi, le Sénégal a une certaine expérience qu'il est prêt à partager avec le Congo. « Nous avons également abordé la question de la coopérative de construction de logements pour les militaires. De même que la mutuelle de santé militaire et d'autres aspects qui vont être examinés entre les deux pays, pour renforcer l'actuelle coopération qui existe aujourd'hui entre le Sénégal et la République du Congo », a indiqué le ministre de la Défense.

Guillaume Ondze

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Renforcer la culture de la qualité du service

Le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, Gilbert Mokoki, a lancé, le 4 septembre, à Brazzaville les travaux de l'atelier de formation sur les enjeux de la démarche qualité et la certification ISO 9001 : 2015 dans l'administration publique.

S'inscrivant dans l'optique de l'organisation des journées scientifiques, conformément au Plan de travail annuel budgétisé 2025 du ministère, cette formation vise, selon Gilbert Mokoki, à renforcer la culture de la qualité au sein de l'administration publique pour répondre aux exigences d'efficacité, de transparence et de l'amélioration continue des services rendus aux citoyens. Tout cela en rapport avec la stratégie ministérielle.

L'objectif général est de renforcer les capacités des cadres et des agents du ministère sur les principes, les enjeux et les étapes de mise en œuvre d'un système de management de la qualité conforme à la norme ISO 9001 :2015. La formation concerne, en effet, les membres du cabinet, les directeurs et chefs de service, les responsables qualité et référents qualité, les agents de suivi-évaluation et d'audit interne, ainsi que les personnels chargés du contrôle, de la planification et de la performance sans oublier les membres de l'équipe projet qualité.

Les résultats attendus étant



Le ministre Gilbert Mokoki présidant la cérémonie d'ouverture/Adiac

de faire comprendre aux participants les concepts fondamentaux de la qualité et les exigences de la norme ISO 9001:2015 ; identifier les enjeux de la démarche qualité dans le contexte de l'administration publique ; cartographier les processus-clés de leur organisation ; formaliser les informations documentées du Système de management de la qualité (SMQ) ; élaborer un plan d'actions pour initier ou renforcer un projet de certification ISO 9001 :2015.

Le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs a rap-

pelé que ce processus de développement et de renforcement des compétences permet aux agents de l'Etat de s'adapter dans un monde en pleine évolution permanente. « Ce qui sous-entend aujourd'hui les politiques des ressources humaines ne se positionnent plus comme un simple outil d'accompagnement, mais elles doivent être incluses dans une globale d'anticipation de changement en vue d'une adaptation aux différentes mutations. Ces mutations obligent les administrations publiques à une réflexion approfondie à travers l'organisation

de tels ateliers, au cours des journées scientifiques par exemple. Cela permet de minimiser des conflits professionnels, sociaux et d'autres pesanteurs pouvant subvenir de la résistance du changement », a souligné Gilbert Mokoki.

Le ministre a, par ailleurs, rappelé l'intérêt d'instituer les journées scientifiques au sein de son département ministériel et de disposer d'un cadre dans lequel les experts, sachants et chercheurs de différents horizons pourront mener et organiser des formations. « C'est ici l'occasion de lancer un appel au sens de responsabilité de

tous et surtout aux plus expérimentés, particulièrement les aînés de se servir de telles initiatives comme un moyen de cohésion, de partage et d'homogénéité des informations pour l'intérêt général sans égoïsme quelconque », a-t-il lancé.

Cette formation est animée par deux consultants du Cabinet Owando Consulting, notamment Ariel Ibata, basé à Ouagadougou et Gildas Itoua. Le premier s'est félicité de cette initiative et de la création d'un ministère chargé pleinement des questions de la qualité du service public au Congo. « Je voudrais échanger avec vous sur les enjeux de la démarche qualité et sa certification. Je tenais à saluer cette initiative, au Burkina Faso, la question de la qualité du service public est confiée au ministère du Commerce. Ma communication a quatre objectifs : échanger sur les enjeux ; les concepts fondamentaux ; les exigences de la norme, ainsi que les étapes pour arriver à la certification », a lancé d'entrée de jeu Ariel Ibata.

Parfait Wilfried Douniama

FORUM AFRICAIN DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

L'avenir du secteur agricole au coeur des échanges

Environ 6 000 participants venus de 80 pays prennent part à la 15e édition du Forum africain des systèmes alimentaires, qui se tient du 1er au 5 septembre à Diamniadio, près de Dakar, au Sénégal. L'objectif de ces assises est d'échanger et de proposer des solutions innovantes pouvant développer le secteur agricole sur le continent africain.

Le thème de ce Forum africain des systèmes alimentaires est « Mener la collaboration, l'innovation et la mise en œuvre de la transformation des systèmes ». Prononçant son allocution à l'ouverture des travaux, le président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, a indiqué : « détenir 65% des terres arables de la planète et être toujours victime d'insécurité ali-

mentaire est une réalité contradictoire à laquelle le continent continue de faire face. » Et d'ajouter : « Le continent africain sera peuplé de 2,5 milliards d'habitants en 2050, soit 600 millions de jeunes

supplémentaires en âge de travailler. Nous sommes à un tournant décisif. Nous devons mettre la jeunesse au cœur de nos politiques de développement. »

Pour le chef de l'Etat sénégalais, la prise en charge

des systèmes alimentaires est devenue une urgence de première nécessité en Afrique, en particulier là où l'agriculture est sujette à des phénomènes météorologiques aléatoires aggravés par les effets du change-

ment climatique.

Par ailleurs, déplorant les méthodes de travail rudimentaires qu'utilisent les agriculteurs, Diomaye Faye a souligné la nécessité de moderniser et de transformer le secteur agricole sur le continent pour en faire un employeur pour les jeunes et un levier de développement pour les différents Etats.

Lopelle Mboussa Gassia

Le continent africain sera peuplé de 2,5 milliards d'habitants en 2050, soit 600 millions de jeunes supplémentaires en âge de travailler. Nous sommes à un tournant décisif. Nous devons mettre la jeunesse au cœur de nos politiques de développement.»

COMMUNIQUE DE PRESSE

Portant mise en ligne de l'Application mobile d'aide à l'authentification des billets BEAC «type 2020 »

Pour densifier la lutte contre le faux-monnayage, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a le plaisir d'annoncer la mise en ligne de l'application mobile innovante dénommée BEAC NG2020 conçue pour aider le grand public et les professionnels du fiduciaire à mieux authentifier les billets BEAC « type 2020 ».

Disponible gratuitement sur la plateforme de téléchargement App Store et Google play Store, cette application permet aux nombreux détenteurs de téléphones mobiles Android et iOS, de vérifier, à tout instant, l'authenticité des billets de la gamme 2020 qu'ils détiennent ou reçoivent, en comparant les signes de sécurité et d'authentification de ces billets avec ceux illustrés dans l'application suivant le guide d'utilisation ci-joint, également consultable sur l'application BEAC NG2020 en cliquant sur la rubrique « A propos de l'application ».

Les signes de sécurité illustrés dans l'application sont le signe de sécurité dits « signes de sécurité grand public » et les signes de sécurité dits « signes pour professionnels » pour que cette application soit également utilisée par les us-

gers disposant de lampes ultraviolette pour authentifier les billets (commerçants, banques commerciales, établissement de micro finance, etc).

Le faux monnayage étant très préjudiciable sur l'économie en général et sur les personnes qui sont spoliées par les faux-monnayeurs en particulier, la BEAC invite le public et les professionnels, qui constituent les premières barrières pour la détection de la fausse monnaie, à utiliser massivement cette nouvelle application qui vient compléter toute la panoplie de mesures mises en œuvre par la BEAC pour garantir la confiance en la monnaie qu'elle émet.



GUIDE UTILISATEUR DE L'APPLICATION MOBILE « BEAC NG2020 » SUR APP STORE ET PLAY STORE

Nom de l'application : BEAC NG2020

Icône de l'application :



Brève description : Application d'aide à l'authentification, par le grand public, des billets BEAC de la Gamme 2020.

Description complète : Cette application aide le grand public à authentifier les billets BEAC de la Gamme 2020. Muni d'un billet de la gamme 2020, l'utilisateur peut l'authentifier en comparant les signes de sécurité de ce billet avec ceux illustrés par l'application.

L'utilisateur peut authentifier le billet en regardant les signes de sécurité à l'œil nu, tel qu'illustré dans l'application : filigrane, motif incomplet, numéro du billet, fil de sécurité.

L'utilisateur peut authentifier le billet en percevant au toucher, tel qu'illustré dans l'application, les impressions en relief sur le signe pour malvoyant, sur la dénomination, sur le logo CEMAC, sur le bâtiment siège de la BEAC, sur la valeur faciale du billet en lettres et sur l'inscription « Banque des Etats de l'Afrique Centrale ».

L'utilisateur peut authentifier le billet en l'inclinant, tel qu'illustré dans l'application, pour observer le motif dynamique 3D qui change de couleur progressivement selon l'inclinaison du billet et le fil de sécurité à effet dynamique.

L'utilisateur peut authentifier le billet en le plaçant sous lampe UV pour voir, tel qu'illustré dans l'application, la carte de la CEMAC qui apparaît à la place du filigrane, les fibrettes bicolores et les contours de la scène fluorescents.

Comment utiliser l'application ?

-  Appuyer sur cette icône pour voir les signes de sécurité des billets sous lumière ultra-violette
-  Appuyer sur cette icône pour retourner le billet au verso ou au recto
-  Appuyer sur cette icône pour incliner le billet
-  Appuyer sur cette icône pour découvrir le signe de sécurité et son illustration

Mots clés : BEAC, Gamme 2020, NG2020, Billets BEAC

Texte promotionnel : Halte à la contrefaçon des billets BEAC Gamme 2020 avec l'application « BEAC NG2020 »

5 842 49

HÔPITAL DE L'AMITIÉ SINO-CONGOLAISE

Démarrage des travaux de réhabilitation des voies d'accès

Mis en service depuis 2013, l'hôpital de l'Amitié sino-congolaise est devenu difficile d'accès pour les usagers à cause du mauvais état de la route. Les travaux de réhabilitation du principal tronçon, lancés ce 4 septembre, visent à faciliter l'accès à ce centre hospitalier, symbole de la coopération sanitaire entre le Congo et la Chine.

Les premiers coups de pelle marquant le début des travaux ont été donnés par le maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, et le chargé d'affaires près l'ambassade de Chine au Congo, Qiu Jianming, en présence de l'administrateur-maire de Mfilou, Bibiane Itoua, ainsi que du personnel et partenaires de l'hôpital. Entièrement financés par l'ambassade de Chine sous forme de don, les travaux de réhabilitation comprennent l'amélioration de la chaussée d'environ 320 m linéaire, le renforcement des bétons, le curage du caniveau existant et la réparation des parois dégradées.

La société CBC en charge des travaux dispose d'un délai de trente jours ouvrables pour finaliser le chantier. Prenant la parole au nom des 387 730 habitants et 13 quartiers de Mfilou-Ngamaba, la maire du septième arrondissement de la capitale, Bibiane Itoua, a salué le soutien de l'ambassade de Chine et des autorités visant à

améliorer la qualité de vie de ses administrés. « *La réhabilitation du tronçon hôpital de l'Amitié sino-congolaise de Mfilou soulagera non seulement les 387 730 habitants de Mfilou-Ngamaba, mais aussi l'ensemble de la population de la ville capitale. Cette voie permettra également d'accéder à d'autres structures essentielles comme le CEG de Mfilou et le lycée de la Réconciliation* », s'est réjouie Bibiane Itoua.

En assurant la réhabilitation de la voie d'accès au centre hospitalier, l'ambassade de Chine entend contribuer à la pérennisation de cet hôpital témoin vivant de la coopération sino-congolaise. Le chargé d'affaires de l'ambassade de Chine, Qiu Jianming, a évoqué la contribution de ce dispositif sanitaire, devenu depuis une dizaine d'années le siège de l'équipe médicale chinoise. « *L'hôpital a contribué activement à l'amélioration des conditions sanitaires au Congo et illustré l'esprit*



Remise des médicaments au centre hospitalier/Adiac

de solidarité internationale dont fait preuve l'équipe médicale chinoise », a-t-il déclaré. Outre la réhabilitation de la route, l'équipe médicale chinoise qui est à sa trente-et-unième mission propose des

soins gratuits à la population et un lot de médicaments a été offert au centre hospitalier. Des travaux comme ceux de la réhabilitation du tronçon de l'Hôpital seront lancés sous peu avec notamment le sou-

tien de la Banque mondiale, a indiqué Dieudonné Bantsimba, pour prévenir les inondations et d'autres catastrophes dans cet arrondissement de la capitale.

Fiacre Kombo



**PROJET DE PROTECTION SOCIALE
ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES**

COMMUNIQUÉ

Le Coordonnateur du **Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ)** informe les habitants des localités de **Madingo-Kayes, Loango, Sibiti, Mayéyé, Kindamba, Mindouli, Goma-Tsétsé, Ngabé, Ignié, Ongoni, Ollombo, Gamboma, Djambala et Lékana** que le **paiement numérique des allocations** destinées aux ménages vulnérables inscrits lors de la campagne d'enrôlement de juillet a démarré.

Afin de faciliter l'accès à ces paiements, le projet mettra à la disposition des ménages **des téléphones et des cartes SIM**. Ainsi, chaque famille pourra recevoir son argent directement, en toute sécurité et sans difficulté.

Pour cette **première cohorte**, chaque ménage recevra l'équivalent de **deux mois de paiement**. Au total, sur la durée du programme, les familles bénéficieront de plusieurs versements, suivis d'un appui pour financer une **activité génératrice de revenus** afin de renforcer leur autonomie.

Ces allocations permettront aux familles de :

- Payer les fournitures et les frais scolaires de leurs enfants,
- Consulter les centres de santé intégrés en cas de maladie,
- Améliorer la qualité et la régularité de leur alimentation,
- Assurer le suivi médical des femmes enceintes et des nouveau-nés,
- Améliorer l'hygiène et l'assainissement de leur cadre de vie.

À travers ce dispositif, le **PSIPJ** réaffirme sa volonté d'accompagner les familles vulnérables, de protéger les enfants et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans nos communautés.

Fait à Brazzaville le 29 Août 2025



Antoine Régis NGAKEGNI



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'ACTION HUMANITAIRE
PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES
AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
AMI N° 17/MASSAH/UGP-PSIPJ/2025

Recrutement d'un Consultant Individuel chargé de réaliser une étude de faisabilité du Fonds National de Solidarité (FNS)

1. Contexte :

La République du Congo a bénéficié d'un prêt IDA/Banque Mondiale de 133 millions de dollars (dont 83 millions de financement additionnel) pour la mise en œuvre du projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ) et à l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser une étude de faisabilité du Fonds National de Solidarité (FNS) ».

2. Objectif de la mission :

Placé sous la supervision du Cabinet du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH) et de la coordination du projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ), la mission du consultant vise la mise en place du Fonds National de Solidarité (FNS) destiné à soutenir les interventions du Ministère en faveur des personnes en difficulté économique et sociale.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Évaluer le contexte socioéconomique des individus, des ménages et des communautés en identifiant les besoins des personnes en situation de précarité ;
- Identifier les domaines clés où le FNS pourrait apporter un soutien ;
- Évaluer la faisabilité de la création du FNS, en tenant compte des aspects financiers, juridiques et institutionnels ;
- Développer un modèle de financement durable pour le FNS, comprenant des sources potentielles de revenus (contributions publiques, privées, etc.) ;
- Proposer une structure organisationnelle et de gouvernance viable pour le FNS ;
- Développer des mécanismes de sélection et de gestion des programmes pour le FNS, garantissant la transparence et l'efficacité ;
- Estimer les impacts économiques et sociaux potentiels du FNS ;
- Identifier les risques associés au FNS et proposer des mesures d'atténuation ;
- Fournir un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre du FNS
- Organiser un atelier de restitution et de validation du document et en produire une version finale à la suite de l'atelier.

3. Profil et qualifications :

Le consultant devra avoir le profil et les qualifications ci-après :

- Être titulaire d'un Master (Bac +5) en management des organisations, en sciences sociales, administration, droit, économie, planification, ingénierie, suivi-évaluation ou domaine équivalent ;
- Avoir une expérience de cinq ans (ou à défaut, au moins deux missions au cours des cinq dernières années) en développement organisationnel et institutionnel ;
- Avoir une expérience générale d'au moins 10 ans dans la gestion de programmes ou de projets, ou l'accompagnement de structures publiques telles que les projets, les agences, les ministères, etc. ;
- Le consultant doit avoir une bonne compréhension des processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques, y compris l'analyse des coûts et des avantages, ainsi que les approches d'évaluation de l'impact ;
- Avoir une expérience solide (minimum 5 ans) dans la conduite d'études de faisabilité pour des initiatives de développement socio-économiques ;
- Avoir une bonne expérience dans la conduite des enquêtes et de l'analyse des données ;
- Avoir une expertise en matière de financement du développement, y compris la mobilisation de ressources et la gestion des fonds fiduciaires

- ;
- Avoir une connaissance approfondie des questions socio-économiques de l'Afrique subsaharienne ;
- Avoir une expérience de travail avec les gouvernements et les parties prenantes nationales ;
- Avoir une bonne connaissance de la problématique des fonds de solidarité dans les domaines de financement de la protection sociale non contributive serait un atout ;
- Disposer d'excellentes qualités /capacités : de communication, de travail en équipe et relationnel, de transmission des savoirs, de supervision, analyse et résolution des problèmes, prise de décision et d'initiative ;
- Avoir une excellente maîtrise du français (écrit / oral) ;
- Maîtriser l'utilisation des logiciels comptables, des tableurs et traitement des textes sous Windows (Excel, Word).

4. Durée de la mission :

La mission va s'étendre sur quatre (04) mois à compter de la notification de l'ordre de service de l'UGP au consultant retenu.

5. Constitution du dossier de candidature :

Les candidats intéressés devront soumettre un dossier de candidature comprenant :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet ;
- Un curriculum vitae (CV) détaillé ;
- Une copie légalisée du diplôme minimum requis ;
- Les copies des certificats de travail et les attestations de bonne fin d'exécution des missions similaires déjà exécutées.

NB : Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront pris en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

6. Méthode de sélection :

La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (édition de juillet 2016, révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023).

7. Dépôt de candidature :

Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et envoyées par courriel ou déposées au siège du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) aux adresses référencées ci-dessous au plus tard le 03 octobre 2025 à 16h00 (heure locale) avec la mention « Recrutement d'un Consultant Individuel chargé de réaliser une étude de faisabilité du Fonds National de Solidarité (FNS) ».

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel aux adresses ci-dessous, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes situé dans l'enceinte de la Forêt de la patte d'oie, derrière le Tennis Club,

Téléphone : 06 135 90 90, Email : cpm@psipj.com.

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

Antoine Regis NGAKEGNI

ALGÉRIE

Ouverture de la 4e Foire commerciale intra-africaine

La 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF) s’est ouverte le 4 septembre à Algérie sur le thème « Une passerelle vers de nouvelles opportunités ».

L'évènement est marqué par la participation de plus de 2000 exposants et des délégations venant de 140 pays et devra accueillir plus de 35000 visiteurs professionnels. Des délégations de haut rang ainsi que plusieurs chefs d'Etat, notamment les présidents tchadien, tunisien, mauritanien, libyen et du Sahara occidental, etc, sont au rendez-vous. Organisée par l'Algérie, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), initiatrice de la foire, la Commission de l'Union africaine et la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf), la 4e édition suscite une attention particulière de la part des plus hautes autorités du pays, qui ont tenu à impliquer toutes les parties concernées pour assurer une meilleure organisation de cet événement d'envergure. Dans ce cadre, l'Algérie a mobilisé l'ensemble des moyens nécessaires pour offrir aux participants (délégations officielles, exposants et visiteurs professionnels) des conditions d'accueil optimales, mettant en place des mesures d'accompagnement et de facilitation destinées à faire de cette 4e édition la plus importante et la plus ambitieuse jamais organisée depuis le lancement de l'IATF en 2018. Elle devrait également s'achever par la signature d'importants accords commerciaux et d'investissements dont la valeur dépasserait les 44 milliards de dollars. En avril dernier, lors d'un conseil des ministres, le président de la République d'Algérie, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné la mise en place de toutes les facilitations nécessaires pour la participation des partenaires africains à cet événement économique et l'ensemble des mesures et dispositions à même de contribuer à sa réussite au profit des économies nationale et africaine. Outre son ouverture officielle, le programme de la 4e édition englobe des salons spécialisés, une journée dédiée à l'Algérie, un sommet des agences d'investissement, une rencontre consacrée à la diaspora africaine, des rendez-vous d'affaires B2B et B2G, un forum sur le commerce et l'investissement, un salon de l'industrie automobile, des espaces dédiés aux startups et à l'innovation, ainsi qu'un riche volet culturel et artistique. A travers cet événement, l'Algérie entend mettre en lumière ses atouts industriels, agricoles et énergétiques, tout en valorisant la créativité et le dynamisme de sa jeunesse, incarnés par ses PME, ses startups et ses projets innovants, qui traduisent la volonté du pays de bâtir une économie moderne, compétitive et tournée vers l'avenir. Sur le plan économique, des retombées significatives sont attendues, allant du renforcement des exportations algériennes et de la multiplication des opportunités d'investissement, à la promotion des secteurs émergents tels que le tourisme, l'hôtellerie, contribuant à diversifier l'économie nationale et à consolider le rôle de l'Algérie en tant que passerelle privilégiée entre l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée. L'IATF 2025 à Alger est une plateforme stratégique pour stimuler le commerce intra-africain et l'intégration économique, visant à promouvoir des solutions locales pour transformer les matières premières en produits à valeur ajoutée, à renforcer l'agroalimentaire et les industries créatives, et à faciliter l'accès des startups africaines au financement et au marché.

Yvette Reine Boro Nzaba

NIGERIA

Un centre MRO pour renforcer l'autonomie aéronautique

Alors que la plupart des compagnies aériennes africaines dépendent encore de centres de maintenance étrangers, le Nigeria s’apprête à franchir une étape majeure vers l’indépendance technique avec la construction d’un centre MRO à Lagos.

La compagnie privée Air Peace, en partenariat avec le constructeur brésilien Embraer, lancera en septembre prochain un centre de maintenance, de réparation et de révision (MRO) à Lagos. Le projet, qui devrait être achevé dans des délais relativement courts, permettra aux transporteurs locaux de réduire leur dépendance aux infrastructures situées hors du continent, souvent coûteuses en raison des transports et de la location de hangars. Aujourd'hui, seuls quelques transporteurs africains disposent de centres MRO de grande taille, principalement situés dans des pays ayant développé une industrie aéronautique plus structurée à l'exemple Ethiopian Airlines qui possède un complexe moderne capable de réaliser l'entretien complet de sa flotte et de proposer des services à d'autres compagnies régionales. South African Airways exploite également un centre de maintenance performant à Johannesburg, tandis qu'Egyptair et Royal Air Maroc disposent de hangars capables d'accueillir des avions de différents types et d'effectuer des révisions majeures.

Vers une Afrique moins dépendante en aéronautique

Le nouveau centre nigérian, porté par Air Peace et Embraer, pourrait représenter une véritable alternative régionale. En offrant des installations modernes sur le continent ouest-africain, il permettrait non seulement de limiter les coûts liés à l'envoi d'avions vers l'Europe ou l'Asie pour maintenance, mais aussi de renforcer la capacité locale à entretenir et réparer des appareils de différentes tailles et modèles. Ce centre pourrait ainsi attirer des compagnies africaines et internationales à la recherche d'infrastructures fiables et proches de leurs opérations, contribuant à créer un réseau régional d'expertise et à stimuler la formation technique dans le secteur aéronautique nigérian. En consolidant cette autonomie technique, le Nigeria se positionnerait comme un acteur clé pour l'entretien des flottes africaines, réduisant la dépendance historique aux centres étrangers et marquant une étape majeure vers l'indépendance industrielle du continent dans le domaine aérien.

Source Rt

REMITTANCES

L'arme économique silencieuse de l'Afrique

Alors que les projecteurs restent braqués sur l'aide internationale ou les investissements étrangers, un autre levier de développement s'impose discrètement en Afrique : les remittances, ou transferts d'argent des diasporas.

En 2024, ces envois ont atteint 95 milliards de dollars, selon les estimations, soit bien plus que l'aide publique au développement reçue par le continent. Mieux encore : d'ici 2043, ils pourraient atteindre 168 milliards de dollars. Un chiffre colossal, qui positionne les diasporas comme des acteurs économiques majeurs. Contrairement aux financements traditionnels, souvent lents et conditionnés, les remittances sont directes, stables et récurrentes. Elles servent à couvrir des besoins essentiels : santé, éducation, alimentation, logement. Dans certains pays fragiles comme la Somalie, le Soudan du Sud ou le Liberia, elles représentent plus de 10 % du PIB. En Afrique de l'Ouest, au Kenya ou au Nigeria, elles sont devenues un véritable filet de sécurité sociale parallèle. Mais leur immense potentiel reste largement sous-exploité. Environ la moitié de ces flux échappent encore aux circuits bancaires formels, circulant via des canaux informels comme les hawalas, les transferts en espèces ou les systèmes communautaires. Les raisons sont connues : frais de transfert élevés (jusqu'à 8 %), faiblesse des infrastructures financières, méfiance envers les banques, surtout en zones rurales. Résultat : ces milliards échappent à toute stratégie nationale de développement, restent non traçables, et sont difficiles à mobiliser pour des projets d'envergure. Face à ce constat, de nouvelles dynamiques émergent. La montée en puissance des fintechs

africaines et du mobile money change la donne. Des plateformes comme M-Pesa, Wave ou Chipper Cash facilitent les transferts transfrontaliers, à moindres coûts. À l'échelle continentale, le système PAPSS, soutenu par la Zone de libre-échange africaine (Zlécaf), vise à unifier les paiements intra-africains sans passer par le dollar. Autre tendance porteuse : l'essor des transferts intra-africains, désormais estimés à 20 milliards de dollars en 2023. L'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire ou le Gabon deviennent des pôles d'accueil pour les travailleurs de la région, révélant une migration Sud-Sud en pleine structuration. Pour transformer cette manne en levier de développement, les États africains doivent adopter une approche stratégique : créer un environnement incitatif, évitant la sur-fiscalisation ; mettre en place des instruments financiers adaptés aux diasporas (obligations diaspora, épargne transnationale, micro-assurance) ; intégrer ces flux dans les politiques économiques nationales. À l'heure où l'aide internationale montre ses limites et où les dettes s'alourdissent, les remittances représentent un capital économique, social et politique durable. Encore faut-il que l'Afrique considère ses diasporas non comme une perte, mais comme une force. Et qu'elle apprenne à transformer ce trésor invisible en puissance visible.

Noël Ndong



Œuvre artistique de Sarah Paul

LES ATELIERS
SAHM

Critiques
DU MONDE

1^{ÈRE} EDITION

MWASSI

Les films d'Afrique ô féminin

25 > 07
AOÛT SEPT
2025

Congo
Brazzaville

Commissaire:
PIERRE-MANAU NGOULA

- Projection de films
- Tables rondes et échange
- Ateliers de formation

Contact :
+ 242 06 490 38 07

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

A l'attention de nos clients, partenaires et autres parties prenantes.

Brazzaville, le 30 août 2025

BGFIBank Congo tient à apporter les éclaircissements suivants concernant une situation personnelle touchant un membre de la famille de son Président du Conseil d'Administration, Monsieur Jean-Dominique OKEMBA.

La personne mise en cause dans cette affaire est majeure et assume pleinement ses responsabilités sur le plan légal et professionnel auprès de BGFIBank Congo. **Le lien familial avec le Président du Conseil d'Administration de la Banque, ne saurait en aucune manière justifier ou excuser des actes contraires à l'éthique, à la déontologie et à la réglementation bancaire.**

Depuis sa nomination, le Président du Conseil d'Administration n'a jamais manqué de veiller à ce que la Banque agisse dans le strict respect des lois, des normes déontologiques et des régulations en vigueur au Congo.

La Direction Générale tient à rassurer que BGFIBank Congo demeure une institution fiable, solide et engagée. Toutes les mesures nécessaires sont en cours pour régler cette situation avec transparence, responsabilité, conformément aux procédures internes à la Banque et aux dispositions légales en vigueur.

Nous tenons à remercier sincèrement Monsieur Jean-Dominique OKEMBA pour sa loyauté exemplaire, sa rigueur et son engagement constant en faveur de la bonne image et de la prospérité de l'institution. Son ancienneté à la tête du Conseil d'Administration témoigne de la confiance que lui accordent les acteurs internes et externes de la Banque. BGFIBank Congo réaffirme son engagement à servir ses clients, partenaires et collaborateurs avec professionnalisme, intégrité et résilience.

Le Directeur Général



Yvon-Serge FOUNGUI

A PROPOS DE BGFIBank Congo

BGFIBank Congo est présente depuis 25 ans en République du Congo. Organisée en lignes métiers (Banque de Financement des entreprises & Institutionnels, Banque commerciale et Banque privée & gestion d'actifs), BGFIBank Congo a l'ambition permanente de satisfaire chacun des segments de sa clientèle en leur proposant des offres adaptées mais avant tout la meilleure qualité de service qui soit.

BANQUE DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES & INSTITUTIONNELS ; BANQUE COMMERCIALE ; BANQUE PRIVÉE & GESTION D'ACTIFS ; PRODUITS & SERVICES Avec une offre de produits & services variée et complète, répondant à la grande majorité des besoins de nos clients (crédit, épargne, banque digitale, cartes bancaires (visa), transfert d'argent, Bancassurance, Trade finance...) BGFIBank Congo se veut, le partenaire indispensable de toute relation bancaire. Banque de la modernité et de la technologie, BGFIBank Congo développe des produits et services à forte valeur ajoutée : Le produit BGFICASH MANAGEMENT : véritable outil de gestion bancaire à domicile, fortement apprécié des entreprises.

Suivez-nous sur :



Ecoute - Qualité - Client

Tél.: 81 88

Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITE ET DE L’ACTION HUMANITAIRE
PROJET DE PROTECTION SOCIALE, D’INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

AVIS A D’APPEL D’OFFRES NATIONAL
DC n° 001/MASSAH/UGP-PSIPJ/F/CF/2025

ACQUISITION DE LA MATIERE D’ŒUVRE AU PROFIT DES CENTRES DE FORMATION PUBLICS DE POINTE-NOIRE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS-COMPOSANTE 6.2 DU PROJET PSIPJ

1. La République du Congo a obtenu un financement de l’Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Protection Sociale et d’Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Conformément aux procédures de la Banque mondiale, le projet se propose d’utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du marché relatif à l’acquisition de la matière d’œuvre au profit des centres publics de formations des jeunes vulnérables.

L’Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d’Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l’acquisition de la matière d’œuvre au profit des centres de formation publics en plusieurs lots ainsi qu’il suit :

- Lot 1 : Acquisition par des matériaux de construction (menuiserie, électricité, peinture, chaudronnerie)
- Lot 2 : Acquisition du matériel de froid et climatisation,
- Lot 3 : Acquisition de consommables informatiques et de bureau,
- Lot 4 : Acquisition du matériel de couture,
- Lot 5 : Acquisition du matériel de coiffure,
- Lot 6 : Acquisition du matériel de cuisine.

1. La procédure de passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l’ANNEXE XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d’Investissement » de la Banque mondiale de Juillet 2016 Révisions Novembre 2017, Août 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 ».

1. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l’Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale, d’Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) et prendre connaissance du dossier de demande de cotations à l’adresse mentionnée ci-après : sis dans l’enceinte de la forêt de la patte d’Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélé-kélé-Brazzaville ; Tél : (+242) 06.135.90.90, E-mail : cpm@psipj.com de 9 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

1. Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les candidats intéressés en version papier ou électronique auprès de l’UGP du projet PSIPJ ou par mail aux adresses ci-dessous.

1. Les offres devront être remises à la cellule de passation de l’Unité de Gestion du projet PSIPJ au plus tard le 15 septembre à 12 heures 00 minute TU en un (1) original et deux (02) copies. L’ouverture des plis se fera à l’issue des dépôts des offres, dans les locaux de l’Unité de Gestion du projet PSIPJ à partir de 12h 30 minutes et les fournisseurs qui le souhaitent peuvent y assister.

La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Les offres remises en retard (hors délai) ne seront pas acceptées

1. Aucune garantie de soumission n’est exigée. En outre, les soumissionnaires devront joindre à leurs offres, les pièces administratives suivantes en cours de validité :

- Leur dossier fiscal à jour ;
- Leur numéro d’Identification Unique (NIU) ;
- Leur attestation de registre du commerce et de crédit mobilier (RCCM) ;
- Un certificat de non faillite.

1. Les offres resteront valables pendant quarante-cinq jours (45) jours pour compter de la date limite ci-dessus fixée pour leur remise. Les livraisons se feront à Pointe-Noire, dans les locaux des différents centres de formation. Le délai de livraison sera de quatorze (14) jours calendaires.

1. L’UGP-PSIPJ se réserve le droit d’accepter, de rejeter toutes les offres ou d’annuler la procédure de demande de cotations à tout moment avant l’attribution du marché.

1. L’adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l’Agence d’exécution : Projet de Protection Sociale et d’Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ).

Adresse : sis dans l’enceinte de la forêt de la patte d’Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélé-kélé-Brazzaville

Numéro de téléphone : (+242) 06.135.90.90

Adresse électronique : cpm@psipj.com

Fait à Brazzaville, le 03 septembre 2025

Le Coordonnateur

Antoine Regis NGAKEGNI

RENTÉE SCOLAIRE 2025-2026

Félix Tshisekedi redonne vie à une école tombée en ruines

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a effectué le 3 septembre, trois jours après la rentrée scolaire 2025-2026, une visite inopinée à l'Institut Liloba, situé dans le quartier Binza Ozone, commune de Ngaliema.

La visite surprise avait un double objectif : constater l'effectivité de la reprise des cours dans cet établissement proche de sa résidence officielle et évaluer l'état d'avancement des travaux de réhabilitation lancés depuis l'an dernier. Au total, dix huit salles de classe ont été entièrement modernisées, dotées de nouveaux bancs produits par le service national. En plus, l'école s'est vu doter de bureaux administratifs remis à neuf, d'une salle informatique fonctionnelle et d'un atelier de mécanique réhabilité. La direction, les enseignants et les élèves de l'Institut Liloba ont chaleureusement salué cette modernisation, qui redonne un cadre d'apprentissage digne aux apprenants.



Le président Félix Tshisekedi posant avec les élèves de l'Institut Liloba/DR

Dans un échange franc et convivial, les bénéficiaires ont exprimé leur profonde gratitude au chef de l'État pour cette initiative salubre, qui vient renforcer les acquis de la gratuité de l'enseignement de base, en

vigueur depuis plusieurs années. En réponse, le président de la République a encouragé les élèves et les enseignants à poursuivre leurs efforts, en mettant un point d'honneur sur la qualité des résultats attendus.

Fondé en 1977 par le maréchal Mobutu, l'Institut Liloba était autrefois une école d'élite, avant de sombrer progressivement dans la dégradation. Entièrement rénové aujourd'hui, l'établissement accueille plus

de mille élèves et offre une formation dans plusieurs filières, dont la mécanique générale, contribuant ainsi à la formation technique et professionnelle de la jeunesse congolaise.

Sylvain Andema

SIXIÈME ART

Le rideau se ferme sur Edgar Kulumbi

Le décès du comédien, auteur, metteur en scène et directeur artistique de la Compagnie Théâtre des Intrigants (CTI), la soirée du 3 septembre à l'Hôpital Maman Marie-Olive-Lembe, la prive d'un de ses illustres membres fondateurs.

Edgar Kulumbi N'Sin Mbweilia communément appelé « Edo » s'est éteint au centre hospitalier de référence Maman Marie-Olive-Lembe du quartier Nganda-Sese-Bibwa, dans la commune de la N'Sele après une longue maladie, a annoncé la CTI. La troupe théâtrale dont il était co-fondateur, depuis 1982, avec Valentin Mitendo Mwadi Yinda et le défunt Sylvain Katanga Mupey vient là de perdre un membre de son « noyau dur ». L'Institut national des arts (INA) où il était chef de travaux vient de perdre un monument, mieux « un des piliers de l'enseignement du théâtre », comme nous l'a certifié Michel Ngongo, un de ses homologues de la section musique. En effet, chef de section Art dramatique honoraire, Edgar Kulumbi était « enseignant d'organisation générale

des spectacles, de questions spéciales des arts de scène, et d'interprétation cinématographique ». Il a beaucoup donné à l'INA où il a, par ailleurs, obtenu sa licence en Animation culturelle, option administration et gestion des entreprises culturelles, sportives et des loisirs. Sa carrière professionnelle, Edgar Kulumbi l'a bâtie solidement au fil des ans dans l'univers du théâtre partant de la CTI dont il était d'ailleurs le directeur artistique attitré au moment de sa mort. Très actif dans le monde du sixième art congolais, il a su jongler entre plusieurs fonctions. Il a donc cumulé différents métiers, à savoir critique de cinéma et de théâtre, comédien, metteur en scène et opérateur culturel. C'est ainsi qu'il a été « coordonnateur du festival Joucotej (Journées congo-



Edgar Kulumbi N'Sin Mbweilia, dit « Edo »/DR
socio des troupes de la Tshangu (A.T-T) », apprend-on. Edgar Kulumbi a

laïses de théâtre pour et par l'enfant et la jeunesse) et coordonnateur de l'As-

également mis sa plume au service du théâtre. Dramaturge, il a écrit près d'une dizaine de textes entre 1988 et 2007. Il s'agit de To signer Eyoma et Locataires gênants (1988), Kinshasa, l'enfer du Paradis (1992), Les souliers de la princesse (1997), Héritage (1999), Les arbres de Masonga (2002), Mibeko se Mibeko (2006) et L'étranger de Mbanza Velele (2007). Le programme des funérailles d'Edgar Kulumbi sera établi après concertation de la CTI avec sa famille biologique, a affirmé le comédien Bavon Diana Lamba. Joint au téléphone par Le Courrier de Kinshasa le 4 septembre, le collègue éploré du disparu qui a eu l'avantage de le côtoyer plusieurs années au sein de la réputée troupe de théâtre susmentionnée a dit qu'il sera diffusé par communiqué.

Nioni Masela

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITE ET DE L’ACTION HUMANITAIRE
PROJET DE PROTECTION SOCIALE, D’INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES
UNITE DE GESTION DU PROJET

AVIS A D’APPEL D’OFFRES NATIONAL
DC n° 002/MASSAH/UGP-PSIPJ/F/CF/2025
ACQUISITION DE LA MATIERE D’ŒUVRE AU PROFIT DES CENTRES DE FORMATION PUBLICS DE BRAZZAVILLE DANS LE CADRE DE LA
MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS-COMPOSANTE 6.2 DU PROJET PSIPJ

1.La République du Congo a obtenu un financement de l’Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Protection Sociale et d’Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Conformément aux procédures de la Banque mondiale, le projet se propose d’utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du marché relatif à l’acquisition de la matière d’œuvre au profit des centres publics de formations des jeunes vulnérables.

L’Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d’Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l’acquisition de la matière d’œuvre au profit des centres de formation publics en plusieurs lots ainsi qu’il suit :

- Lot 1 : Acquisition des matériaux de construction (granulats, menuiserie, électricité, peinture, plomberie, chaudronnerie, peinture,)
- Lot 2 : Acquisition du matériel informatique,
- Lot 3 : Acquisition du matériel agricole et d’élevage,
- Lot 4 : Acquisition du matériel de cuisine et pâtisserie,
- Lot 5 : Acquisition du matériel de couture,
- Lot 6 : Acquisition du matériel de coiffure,
- Lot 7 : Acquisition du matériel de froid et climatisation.

1.La procédure de passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l’ANNEXE XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d’Investissement » de la Banque mondiale de Juillet 2016 Révisions Novembre 2017, Août 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 ».

1.Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l’Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale, d’Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) et prendre connaissance du dossier de demande de cotations à l’adresse mentionnée ci-après : sis dans l’enceinte de la forêt de la patte d’Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélé-kélé-Brazzaville ; Tél : (+242) 06.135.90.90, E-mail : cpm@psipj.com de 9 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

1.Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les candidats intéressés en version papier ou électronique auprès de l’UGP du projet PSIPJ ou par mail aux adresses ci-dessous.

1.Les offres devront être remises à la cellule de passation de l’Unité de Gestion du projet PSIPJ au plus tard le 15 septembre à 12 heures 00 minute TU en un (1) original et deux (02) copies. L’ouverture des plis se fera à l’issue des dépôts des offres, dans les locaux de l’Unité de Gestion du projet PSIPJ à partir de 12h 30 minutes et les fournisseurs qui le souhaitent peuvent y assister.

La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Les offres remises en retard (hors délai) ne seront pas acceptées

1.Aucune garantie de soumission n’est exigée. En outre, les soumissionnaires devront joindre à leurs offres, les pièces administratives suivantes en cours de validité :

- Leur dossier fiscal à jour ;
- Leur numéro d’Identification Unique (NIU) ;
- Leur attestation de registre du commerce et de crédit mobilier (RCCM);

-4Un certificat de non faillite.

1.Les offres resteront valables pendant quarante-cinq jours (45) jours pour compter de la date limite ci-dessus fixée pour leur remise. Les livraisons se feront à Brazzaville, dans les locaux des différents centres de formation. Le délai de livraison sera de quatorze (14) jours calendaires.

1.L’UGP-PSIPJ se réserve le droit d’accepter, de rejeter toutes les offres ou d’annuler la procédure de demande de cotations à tout moment avant l’attribution du marché.

1.L’adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l’Agence d’exécution : Projet de Protection Sociale et d’Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ).

Adresse : sis dans l’enceinte de la forêt de la patte d’Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélé-kélé-Brazzaville

Numéro de téléphone : (+242) 06.135.90.90

Adresse électronique : cpm@psipj.com

Fait à Brazzaville, le 03 septembre 2025

Le Coordonnateur

Antoine Regis NGAKEGNI

MISS UNIVERSE RDC

La destitution de Déborah Djema fait couler l'encre

La décision du comité d'organisation de ravir la couronne à la reine de beauté élue, le 22 août 2025, suscite un véritable tollé sur la toile et des interrogations sur le contenu du fameux contrat qu'elle s'est refusé à signer et brandi comme cause de la sanction infligée, selon le communiqué publié le 3 septembre.

Le bonheur de Déborah Djema aura été de bien courte durée. La couronne, elle ne l'aura gardée qu'une douzaine de jours ! Elle est bien contrainte de faire une croix sur son ardent rêve de représenter la « RDC, Cœur de l'Afrique », le 21 novembre 2025, à l'Impact Arena de Pak Kret en Thaïlande. En effet, l'annonce officielle de la destitution « avec effet immédiat » par voie de communiqué, aussi surprenante que déconcertante est formelle : « Mme Déborah Djema, la miss Universe RD Congo 2025, n'est plus autorisée à détenir ou à revendiquer un statut, des droits ou une affiliation liée au dit titre, sous quelque forme ou capacité que ce soit ». Sans appel, elle fait suite à son refus d'apposer sa signature au protocole d'accord de l'organisation présenté qui, il faut le croire, lui a été soumis après son sacre. « Mme Déborah Djema n'a pas voulu signé le contrat qu'elle juge inapproprié », nous renseigne le document sans plus. Désormais, l'on se demande bien ce qui aurait motivé ce choix de la miss Universe RDC 2025. À ce



Le bonheur de Déborah Djema a été de bien courte durée./DR

propos, la curiosité de l'opinion est tout attisée, sans trouver d'autre explication que « miss Universe RDC se conforme aux

règles de miss Universe Organisation ». Et qu'à cet effet, le comité de Kinshasa ne peut se permettre de tailler un contrat

« sur mesure » qui soit conforme au « désir de la miss » ou qui réponde « aux besoins de la miss ». Ce, au « *risque de nous faire invalider dans la compétition internationale* », a souligné le comité local, fustigeant le « comportement » jugé indigne de la reine de beauté. Dès lors, « l'organisation considère cette conduite inacceptable et exerce son droit de révoquer son titre sans préavis ». D'où l'application rigoureuse de la sanction.

Risque de poursuites judiciaires

Alors que la malheureuse nouvelle est sur toutes les lèvres le 3 septembre, nul ne sait ce qu'il advient de la participation de la RDC à l'épreuve au niveau mondial. Les supputations vont bon train et dans tous les sens dans les médias et sur la toile. En effet, le communiqué qui s'est étalé sur la peine et ses effets n'en dit pas plus sur le sujet. Pour l'heure, « *il est strictement interdit à Mme Déborah de faire toute référence directe ou indirecte, à son ancien titre ou*

à son entreprise et même ses filiales ». Bien plus encore, le comité d'organisation la somme « *de supprimer tout contenu connexe, y compris, mais sans s'y limiter, les photographies, vidéos ou tout média présentant la couronne, l'écharpe, le logo ou tout symbole officiel de l'organisation, ainsi que le contenu présentant des apparitions aux côtés d'autres artistes affiliés ou titulaires de titres* ». La totale. Le communiqué renchérit que « *cette procédure doit être effectuée sur toutes les plateformes de médias sociaux dans les 48 heures suivant ladite décision* ». Déborah Djema est donc tenue de s'y conformer d'ici à jeudi sous peine d'encourir des poursuites judiciaires. Tel qu'énoncé dans le document : « *le non-respect du délai spécifié entraînera l'application des droits de propriété intellectuelle, y compris des redevances pour utilisation non autorisée, et l'organisation se réserve le droit d'intenter une action en justice sans préavis* ».

Nioni Masela



APPEL D’OFFRE N° F002/2025/CAMEPS /CGMP

Objet : Recrutement d’un Commissariat aux comptes titulaire de la Centrale d’Achat des Médicaments Essentiels et des Produits de Santé (CAMEPS) pour un mandat de 6 ans (2026-2031)

Maître d’ouvrage : Centrale d’Achat des Médicaments Essentiels et des Produits de Santé (CAMEPS)

Financement : CAMEPS

Type d’appel d’offre : Ouvert

Lieu de retrait et de dépôt des dossiers : Direction générale de la CAMEPS – Zone industrielle MPILA Brazzaville – République du Congo

Contact et heure d’ouverture : 05 510 00 89 – 8 heures à 17 heures

Qualification des candidats : Cabinet d’audit et d’expertise comptable faisant profession habituelle de révision de comptes et inscrit au tableau de l’ONEC

Conditions d’acquisition du dossier d’appel d’offre : Dossier d’appel d’offre mis à la disposition de chaque candidat contre paiement des frais d’un montant de 250 000 F CFA

Délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres : 90 jours

Date de parution : vendredi 5 septembre 2025

Date limite de dépôts des offres : vendredi 3 octobre 2025 à 17 heures

Date d’ouverture des offres : mardi 7 octobre 2025 à 11 heures

CHANGEMENT DE NOM

On m’appelle Moundanga Moussitou Georgette Klytia.

Je désire désormais être appelée Nzaou Bayonne Moussitou Georgette Marina Klytia.

Toute personne justifiant d’un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.



À LOUER

Au quartier Mbama à Baongo

Maison avec

3 chambres à coucher climatisées

-Salle de bain

-Cuisine

-Salon

-Toilette

-Terrasse

N.B.: Seul dans la parcelle

CONTACT :

Mme Blanche

Tél.:

06 479 53 66

05 519 26 90

EAU ET ÉLECTRICITÉ

Des experts français visitent les installations de Mossendjo

Accompagnée des autorités locales, une délégation d'experts français en provenance de la ville de Maizieres-les-Metz et de Metz a exploré, il y a quelques jours, la ville de Mossendjo.

La visite sur le terrain a permis à la délégation d'experts français d'évaluer les installations existantes pour concevoir des projets de réhabilitation ou de construction afin d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'électricité ainsi qu'à l'assainissement dans cette partie du pays.

Arrivés fraîchement dans la ville de Mossendjo, ces experts se sont tout d'abord rendus à Madouma, où ils ont visité un forage privé, ce qui leur a permis d'examiner les procédés utilisés mais également de vérifier si les travaux respectaient les normes techniques avant d'apprécier la faisabilité d'une éventuelle reproduction à plus grande échelle. Ensuite, ils ont visité l'ancienne installation hydraulique située au quartier Trois Planches ainsi qu'un cours d'eau servant de source d'approvisionnement en eau à la population. Pour mieux comprendre le fonctionnement du réseau local de l'énergie électrique du Congo (E2C), ces derniers ont tenu à visiter ses installations.

En effet, cette visite a permis à la délégation française d'évaluer les infrastructures existantes et de comprendre les besoins nécessaires afin d'établir un diagnostic technique et social. « Nous avons pu comprendre les capacités et les dysfonctionnements de ces ouvrages. La ville de Mossendjo a un grand avantage. Elle dispose de la ressource en eau mais la problématique principale est l'accès à l'énergie. Ces questions vont être affinées et des solutions vont être proposées pour pérenniser le système de distribution existant et créer des ouvrages de façon autonome par rapport au réseau E2C pour être en capacité de donner l'eau à la population le plus régulièrement possible », a dit Grégory Galland, membre de la délégation.

Notons que l'eau potable et le courant électrique sont indispensables à la vie humaine, au développement d'une ville, à l'hygiène, au fonctionnement des services essentiels, au développement économique et à la sécurité. D'où l'importance de cette visite qui a pour but d'améliorer les conditions de vie de la population de Mossendjo dans le domaine de l'eau et de l'électricité.

Hugues Prosper Mabonzo

TRANSFERTS

Bakwa vendu à Nottingham Forest, Mwanga prêté à Nantes

La fin de mercato s'est terminée en beauté pour les Congolais de la diaspora avec quelques mouvements d'envergure, comme ceux des Strasbourgeois Mwanga et Bakwa.

En effet l'ailier franco-congolais, tube de l'été strasbourgeois, a quitté la Ligue 1 pour la Premier League. Le droitier de 23 ans, auteur d'un but, un penalty obtenu et trois passes décisives en 3 matches de Ligue 1, a été vendu par le RCSA à Nottingham Forest.

Pour s'attacher les services de l'ancien Girondin de Bordeaux, le 7e de la Premier League 2024-2025 aurait déboursé 35 millions d'euros.

Rappelons que Bakwa avait signé un contrat de quatre ans, en 2023, pour une somme supérieure à 10 millions d'euros.

Arrivé en même temps que son ami, Junior Mwanga va aussi passer la saison loin de l'Alsace. Convain-



cant au poste de latéral droit lors des quatre premiers matches de la saison, le natif de Lyon est prêté jusqu'en juin au FC Nantes.

La saison dernière, le défenseur central, à l'aise au poste de milieu défensif, avait déjà fait l'objet d'un prêt au Havre (19

matches de Ligue 1, 1 but, 2 passes décisives et 1 carton rouge), contribuant au maintien du club normand sans pour autant convaincre totalement.

Aura-t-il davantage de réussite chez les Canaris ? Réponse dans les prochaines semaines.

Camille Delourme

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie
bel hommage

Les Lettres
Manguières

L'improbable
destin de
Londala

Esclavage et héroïsme
sous la protection
de Kimpa Vita

LEANDRE MODILO

Armand Claude ABANDA

Fils de Prêlat

Roman

EDITIONS
QT

ÉMILE GANKAMA

TRIBALISTE TOI-MÊME !

Le village Nord? Sud au Congo-Brazzaville
Idées reçues et manipulations. Pourquoi?

ESSAI

LLM Éditions

Juste Désiré MONDELE

Vers l'effectivité
de la décentralisation
et du développement local
en République du Congo
Discours et activités menées
(2022-2023)

Préface de Florent TSIBA

AMIA

L'Harmattan

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire
chez les Ambosí

Collection Jeunesse et
jeunesse africaine

Préface de
Pr Théophile OBENGA

Sarah,
ma belle-cousine

Henni Djombo

PERWAI

LC EDITIONS / ÉDITIONS HEMAR

Hérissone Payima Lombobo

Les organisations
internationales de
l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Alioune SALL

JAMA

L'Harmattan

Guy MENGHA

La marmite
le Koka-Mbala

Grand prix du concours interafricain 1967

vie de
L'oracle

Théâtre

EDITIONS
QT

L'ARTICLE DE LA MORT SANS RIRE	PAYS D'ASIE ÉLÉMENT DE POULIE	DANSA RÉCIF	RESTONS AIRE DE VENT	DÉSACCOR- DÉE GARS	ÉPREUVE DE TROT
FRACTIONS DE SECONDE SYMBÔLE CHINOIS					GROSSE ANGUILE
			PRODUIT DE LA MER ARTICU- LATIONS		
GROS BIDE	AUGMENTÉ QUELOQU'UN			MINABLE VARIÉTÉ DE POMME	
		EMPLOI DU TEMPS RÉUNION PUBLIQUE			
BRUIT DE BULLE MERCURE DU CHIMISTE					RÉSEAU
	UNION D'ÉTATS BRILLES		D'UN SEUL TON ROULÉ	NÉGATION PROCHE DU HARENG	
IMAGINAIRES À PEINE				PIÈCE ORIENTALE EGO	
	ABATTU VILLE DE CHAMPAGNE			POSSESSIF ÉTOFFE LÉGÈRE	C'EST-À-DIRE
VILLE DE PICARDIE	RANGEMENT DOMPTA		DÉCHET VOLCANIQUE POISSON		
			MARQUER LA PEAU GRAFFITI		
CÉPAGE DE BOURGOGNE VIRAGE GLISSANT				CONJONC-TION	EN VOGUE
		RÉGION SCANDINAVE			
CERNÈRENT					

R	E	V	O	L	V	E	R	E	P	O	L	C	Y	C
C	A	G	I	B	I	E	I	D	R	A	T	O	M	S
A	S	P	I	C	I	M	E	H	P	M	Y	N	S	A
L	N	A	N	C	M	C	O	R	C	S	E	C	A	L
C	E	U	A	E	M	U	J	U	J	T	G	I	N	E
I	C	E	N	I	L	E	F	O	S	T	A	E	G	H
U	N	S	V	A	L	V	U	L	E	I	T	R	R	I
M	E	I	R	E	L	E	C	L	R	D	N	G	I	K
Y	R	R	E	F	T	C	U	E	B	O	A	E	A	E
T	P	C	Y	U	U	O	M	A	M	L	V	L	C	R
E	I	L	U	O	P	I	V	B	B	C	A	L	A	O
N	O	C	B	R	X	E	R	E	I	S	S	E	V	S
R	C	I	I	U	R	I	M	P	A	C	T	O	I	E
A	H	M	C	O	L	O	N	E	L	A	V	R	A	N
C	E	N	E	G	V	E	P	E	R	L	A	N	R	E

NARVAL
NOMBRIL
NYMPHE
PIOCHE
POULET
POULIE
PRIME
REMIX
REVOLVER
SALADE
SANGRIA
VALVULE
VESSIE
VOICI

A 10x10 grid with a black and white checkerboard pattern. The letter 'E' is placed in the center of the grid, specifically in the 5th row and 5th column.

2 LETTRES
AS - DE - ES - ET - IL - LA - LU - MA -
OR - RU - SA

3 LETTRES
ANS - MET - ODE - OIE - OTE - RER -
SOI - TAN - UNS

4 LETTRES
ERES - GREC - RAIL - TSAR

5 LETTRES
DEMON - DOGME - ELEVE - ELIRE -
ETUDE - GERME - GRUAU - MEUTE -
MUSEE - SORTI - SUCER - VISON

6 LETTRES
AIRAIN - AMINCI - DAMNES - TACITE -
VERBAL - VOMIRA

7 LETTRES
AIRELLE - ANNONCE - CULASSE -
ETONNES - MARMITE - SELLIER

				1		8	3		
4		7	2						
8					9		6		
		6		5			2		
5			7		4			9	
	7			9		3			
	9		1					6	
					7	5	3		
	6	8		3					

		3			5	6			
	7		2	9			1		
5		1	3			9		2	
7				3		5	6		
	5		7		6		9		
	3	4		8				1	
2		5			8	1		4	
	8			5	3		7		
		7	6			8			

EN PARTANT DES
CHIFFRES REM-
PLISSEZ LA PAGE
DE TELLE SORTE
QUE CHAQUE CO-
LONNE DE 3 X 3
CONTIENNE UNE
SEULE FOIS LES
CHIFFRES DE 1 À 9

SOLUTION
Le mot mystère est
BATRACIEN

L	O	G	E	N	T		C	O	L
I	S	O	L	E		S	O	U	E
L	E		I	V	R	E	S		V
A	R	A	S	E		T	S	A	R
S	A	P	E	U	R		U	N	E
	I	N		X	E	R	E	S	
S	T	E	M		P	U		E	S
T		E	U	R	O	P	E		A
A	N		C	O	S	I	N	U	S
R	E	F	U	S		N	O	N	S
T	R	E	S	S	E		R		E
E	V	E		E	X	A	M	E	N
R	I	S	E	E		S	E	N	T

	L	A	E	R	B	U					
D	E	F	L	A	G	R	A	T	I	O	N
	G	I	G	U	E		P	E	T	R	
C	A	L	A	B	R	A	I	S		N	E
	L		R	E	I	N	E	T	T	E	
K	I	E	V		E	C	R	A	S	E	S
	S	U	E	E		R	E	M	I		O
B	E	C		V	U	E		E	G	A	L
	N	A	N	A		R	E	N	A	L	E
A	T	L	A	N	T	A		T	N	T	
		Y		O	I	S	E		E	O	N
P	A	P	O	U	S		P	U	S		E
	E	T	H	I	O	P	I	E		V	A
A	R	U	M		N	I	A		L	I	N
	A	S	S	A	S	S	I	N	E	N	T

9	4	8	3	2	5	7	6	1	3	1	7	9	5	6	8	2	4
6	2	1	7	9	4	5	3	8	6	9	8	2	3	4	5	1	7
5	3	7	6	1	8	9	4	2	4	2	5	7	8	1	9	3	6
7	9	5	8	6	3	2	1	4	2	3	6	8	9	7	4	5	1
1	8	3	9	4	2	6	7	5	5	8	1	4	6	2	3	7	9
2	6	4	5	7	1	8	9	3	7	4	9	3	1	5	6	8	2
4	5	6	1	8	7	3	2	9	1	5	4	6	7	8	2	9	3
3	1	9	2	5	6	4	8	7	9	7	2	5	4	3	1	6	8
8	7	2	4	3	9	1	5	6	8	6	3	1	2	9	7	4	5

MÉMOIRE

Un colloque international pour célébrer les 145 ans du Traité Brazza- Makoko

L'auditorium Denis-Sassou-N'Guesso du deuxième module du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, abritera, du 09 au 11 septembre, le colloque international sur « La route de l'histoire ». Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la célébration des 145 ans de la signature du « Traité Brazza- Makoko. » En prélude à cet événement, son comité d'organisation conduit par sa coordonnatrice, la reine Eugénie Mouayini Opou, a échangé avec la présidente du comité d'honneur, Bélanda Ayessa, directrice générale de ce haut lieu d'histoire du Congo, le 4 septembre.

Le colloque international connaîtra la participation des panélistes, des chefferies venus des quatre coins du monde, ont annoncé les membres du comité d'organisation à l'issue de l'échange qu'ils ont eu avec la présidente du comité d'honneur, Bélanda Ayessa. Pour la reine Eugénie Mouayini Opou, l'objectif de ce colloque est de célébrer les 145e anniversaire de la signature du « Traité Makoko-De Brazza. » Il s'agit pour elle de rentrer dans le vif de l'histoire non seulement du Congo- Brazzaville, mais aussi celle qui a fait l'Afrique équatoriale française. « Pour cela, nous avons le devoir de transmission envers les jeunes, le devoir de pouvoir apporter l'histoire, parce que celui qui ne sait pas d'où il vient, n'est

pas libre. Quand j'ai dit cela, c'est juste pour leur proposer le travail scientifique qui se fera à travers les panélistes », a-t-elle fait savoir.

Avant d'ajouter que les panélistes viendront des Etats-Unis, du Canada, du Bénin, du Gabon, de la République démocratique du Congo, du royaume Kongo, du royaume Loango... Ce sont toutes ces connaissances, a-t-elle dit, que les gens vont apporter qui seront susceptibles de pouvoir égarer l'intelligence de tous ceux qui seront là. « Nous allons avoir des différents panels, des conférences qui débiteront à partir du 9, 10 et 11 septembre. Le 12 septembre est réservé à la visite des sites historiques de Brazzaville et de Mbé. S'il y a quelque chose de très important que le colloque va

vraiment gagner, c'est de rassembler cette famille éparse. Je crois que ce grand travail de rassemblement sera la logique normale, efficace, scientifique que nous allons apporter à notre beau pays le Congo », a expliqué la coordonnatrice du colloque.

Un colloque avec des thématiques hors de l'ordinaire

Pour le rapporteur général du colloque, Ulric Baral Istevlo, du point de vue organisation, tous les violons sont suffisamment accordés, tant au niveau du comité scientifique qu'au niveau du comité d'organisation, pour donner des sons agréables entre le 9 et le 11 septembre au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Parlant des particularités de ces assises, Ulric Baral Istevlo a fait

savoir que c'est un colloque qui regroupe des scientifiques qui viennent des quatre coins du monde et de tous les domaines des sciences sociales. Ils vont donc croiser leurs regards sur des thématiques qui sont diverses et variées.

Ramses Bongolo, l'un des membres du comité d'organisation, assurant le relais entre les royaumes et le comité scientifique a indiqué que le comité d'organisation va apporter de la joie de vivre, « parce que le colloque c'est l'éducation, c'est la compréhension de notre culture, de notre histoire. Ce que je peux demander d'abord aux gens, c'est de s'approprier cet événement, parce qu'il a lieu à Brazzaville, la ville qui commémore l'histoire, la ville qui mettra en valeur notre

tradition, notre culture, notre savoir endogène », a-t-il déclaré. Quant au choix de la tenue du colloque au mémorial, Ramsès Bongolo a signifié que le mémorial est un lieu historique. « Il y a aussi le fait que la directrice générale de cet espace, Bélanda Ayessa, que nous appelons la gardienne de la mémoire est l'hôte des lieux, elle est la marraine de l'événement et en tant que marraine, elle a voulu que cela se passe ici pour illuminer la ville de Brazzaville de façon culturelle, scientifique éducative, ludique pour nos jeunes », a-t-il expliqué. Notons qu'au cours de ce colloque, il est prévu également la projection d'un film documentaire sur le Traité Brazza-Makoko.

Bruno Zéphirin Okokana

MÉMORIAL PIERRE-SAVORGNAN-DE-BRAZZA

Bélanda Ayessa reçoit la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme

La nouvelle secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Yennie Clara Mathurtine Osseté née Mberi Mouketou, a échangé le 3 septembre avec la directrice générale du mémorial Pierre Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa. Les deux personnalités ont abordé plusieurs sujets liés à l'art, à l'aide multiforme à la jeunesse féminine congolaise. L'occasion était tout indiquée pour elle de découvrir l'épopée de l'explorateur franco-italien, dont le mémorial lui est érigé.

« Je viens d'être récemment nommée par le président de la République, chef de l'Etat, comme secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme et j'ai trouvé qu'en tant que femme d'abord et secrétaire de venir voir la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, pour lui présenter mes civilités. Et suite à cela, nous avons échangé sur le mémorial d'abord, parce que je suis une admiratrice d'art. Nous avons aussi parlé des problématiques que nous rencontrons au sein des femmes. Et nous avons échangé sur un projet futur que nous allons mettre ensemble en partenariat d'ici octobre », a expliqué la secrétaire exécutive

du Conseil consultatif de la femme.

Nommée par décret présidentiel de 2025-342 du 7 août 2025, la nouvelle secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Yennie Clara Mathurtine Osseté née Mberi Mouketou, s'est fixé quelques grands axes. Il s'agit, entre autres, d'encourager l'éducation de la jeune fille en lui garantissant l'accès à une éducation de qualité ; de plaider pour la participation des femmes au développement local en favorisant leur implication dans les processus de décision au niveau local ; de promouvoir les grandes figures féminines de l'histoire nationale.

Au cours de leur entretien, Bélanda Ayessa et Yennie Clara Mathurtine Osseté née Mberi Mouketou se sont unanime-



Bélanda Ayessa et Yennie Clara Mathurtine Osseté à l'issue de la visite/Adia

ment accordées pour apporter leur soutien multiforme à Rosamour Pavelickh, une jeune congolaise porteuse d'un projet de conférence qui aura lieu d'ici octobre.

Après le tête-à-tête, les deux

personnalités se sont déportées au premier module de haut lieu d'histoire, où Bélanda Ayessa, à travers une visite guidée, a fait découvrir à son hôte l'épopée de l'explorateur

franco-italien, Pierre Savorgnan-de-Brazza. Yennie Clara Mathurtine Osseté née Mberi Mouketou est sortie de cette visite pleinement satisfaite.

B.Z. Ok.